

Que la lumière soit !

ÉCRIT PAR PIERRE-EDOUARD PICORD

8 novembre 2013

La tempête qui secoue l'UAG n'a pas fini de faire des vagues, et bien malin est celui qui peut dire dès aujourd'hui ce qui sortira de ce tourbillon dressé sur trois pieds. La Guyane semble arc-boutée sur ses convictions et son sentiment d'une profonde injustice exercée à son endroit. Pas sûr du tout qu'on parvienne à la ramener au berçail. Reste maintenant la position exprimée par la Guadeloupe et la démarche lancée par Josette Borel-Lincertin pour appeler à suivre peu ou prou le même chemin que la Guyane. Mais c'était compter sans la capacité de Corinne Mencé-Caster à manœuvrer. La présidente de l'UAG, pas du tout décidée à s'en laisser compter, a d'ores et déjà pris contact avec des élus de la Région Guadeloupe pour plaider la cause du maintien de l'UAG, et tenter de déminer le terrain, expliquant en substance, que si au pire on devait se séparer il fallait prendre le temps de préparer les choses. Ses détracteurs voient là une manière de gagner du temps. Comme pour faire écho à sa démarche Éric Jalton - député-maire des Abymes — dans un communiqué a appelé en substance à ne pas détruire un outil utile au développement de la Guadeloupe, la Martinique et la Guyane. De son côté Serge Letchimy président de la Région Martinique a carrément adressé un courrier au ministre de l'enseignement supérieur pour en gros, lui demander de revenir sur sa décision concernant la Guyane. Remarquez on a tellement vu le gouvernement revenir sur ses décisions qu'il n'est désormais pas étonnant que tout le monde puisse tenter sa chance. Quant aux anciens présidents de l'UAG, Arconte et Portécop ils ont eux aussi dans une lettre ouverte volée au secours de l'UAG. Joli tir groupé ! En communication cela s'appelle allumer des contre-feux. D'ailleurs pour tout dire Corine Mencé-Caster n'a nullement l'intention d'appliquer les mesures arrêtées par la ministre quant au limogeage de René Dorville et celui de Jean-Marie Fosting, respectivement doyen et président du pôle Guyane de l'UAG. Selon nos informations, elle s'apprêterait, tout comme d'ailleurs les deux évincés, à introduire un recours. On verra bien. Toujours est-il que cette affaire de l'UAG prend une tournure de plus en plus politique, sur fond

d'identité exacerbée pour ne pas dire plus. Or, le citoyen moyen aimerait bien qu'on commence par le début. Où sont passés les dix millions manquants ? Qui sont les responsables ? Qui a détruit la comptabilité de l'UAG ? Pourquoi ? Comment ? Que se passait-il réellement au fameux centre d'études et de recherche en économie gestion modélisation et informatique appliquée (CEREGMIA) dirigé par le professeur Célimène. Un centre qui a bouffé tant de fonds européens dans des conditions le plus souvent illégales - la cour des comptes dans son rapport y consacre un long chapitre — sans que personne, ni les dirigeants de l'UAG, ni les instances de la justice ne lève le petit doigt. Et si on commençait par faire toute la lumière sur ces zones grises. Après, il sera toujours encore temps de discuter, non ?